

Mise à jour des Principes directeurs du FCT pour 2008-2009



Canadian Television Fund
Fonds canadien de télévision

TABLE DES MATIÈRES

Changements applicables à (au) :

- 2 Tous les volets
- 4 Tous les volets de production (ERT, Projets en langues autochtones et Projets en langue française à l'extérieur du Québec)
- 6 Volet des ERT
- 8 Volet des PLFEQ
- 9 Volet des Projets en langues autochtones
- 9 Volet de l'Aide au développement
- 9 Volet de l'Aide au doublage et au sous-titrage

Toutes les références s'appliquent aux Principes directeurs 2008-2009 à moins de mention contraire.

Les acronymes suivants ont été utilisés dans ce texte :

Enveloppes de rendement des télédiffuseurs = **ERT**

Projets de langue française à l'extérieur du Québec = **PLFEQ**

CHANGEMENTS APPLICABLES À TOUS LES VOLETS :

Mise à jour de la section 1

- ▶ La section 1 a été mise à jour pour refléter des changements apportés aux Principes directeurs et au mandat du FCT.

Changement à la méthode de calcul pour les productions régionales

- ▶ Auparavant, le FCT déterminait si une entité était régionale en se basant sur un rayon de 150 km (en ligne droite) autour d'un « centre ». Désormais, le FCT mesure plutôt cette distance de 150 km en fonction des déplacements effectués par une route.

» Veuillez vous référer à la section 2.1.1. des Principes directeurs des ERT et aux sections 2.A.1.1 et 2.B.3 des Principes directeurs de l'Aide au développement

2

Assouplissement des restrictions relatives à l'achat de formats

- ▶ Auparavant, les « achats de format » étaient expressément non admissibles au financement du FCT. Maintenant, seuls les formats étrangers sans adaptation ni contribution créative canadiennes significatives sont non admissibles.

» Veuillez vous référer à la section 3.2.2. et à l'annexe A.

Clarification de la flexibilité du genre d'émissions pour les enfants et les jeunes

- ▶ Les émissions pour enfants et jeunes sont un genre qui est défini du point de vue de son auditoire cible plutôt que du point de vue de son contenu. Dans ce cas, le FCT a généralement donné la priorité aux besoins et aux attentes des enfants et des jeunes. Cette année, le FCT a clarifié sa liste non exhaustive de genres non admissibles qui se rapportent aux émissions pour enfants et jeunes.

» Veuillez vous référer à la section 3.2.2. et à l'annexe A.

Retrait de l'exigence relative à la durée de diffusion de 30 minutes pour les émissions s'adressant aux enfants

- ▶ Auparavant, un bloc d'émissions pour enfants devait avoir une durée de diffusion égale ou supérieure à 30 minutes pour être admissible. Ceci n'est plus le cas : un bloc d'émissions pour enfants peut désormais avoir n'importe quelle durée.

» Veuillez vous référer à la section 3.2.4

Assouplissement et clarification des règles concernant les « nouvelles productions »

- ▶ Le FCT a pour objectif d'appuyer de nouvelles productions « originales » pour les auditoires canadiens. Cette règle était énoncée dans la section 3.2.2 des Principes directeurs 2007-2008 qui faisait mention « d'émissions composées en grande partie de métrages d'archives ». Cette année, le FCT a déplacé ce concept à la section 3.2.4. et l'a exprimé de façon plus directe en disant que les projets admissibles doivent être de « nouvelles productions ». Par ailleurs, le FCT a assoupli la règle exigeant que les séries soient « substantiellement » de nouvelles productions. Ainsi, des épisodes de rattrapage et des documentaires de tournage sont désormais permis dans un cycle.

» Veuillez vous référer à la section 3.2.4

Rigueur dans l'application de la définition d'un « documentaire »

3

- ▶ Une gamme d'émissions factuelles continuent d'être populaires auprès des auditoires et des télédiffuseurs canadiens. Toutefois, de telles émissions ne correspondent pas à la définition d'un documentaire admissible selon le FCT. Étant donné son mandat, le FCT appuie des « documentaires », mais pas d'autres types d'émissions factuelles.

» Veuillez vous référer à l'annexe A

Changement à la définition du terme « variétés »

- ▶ Auparavant, la définition du FCT pour les « émissions de variétés » exigeait que les prestations de variétés couvrent au moins les deux tiers de la durée de diffusion totale de l'émission. Cette règle a été changée et requiert désormais que de telles performances ne couvrent qu'au moins 50 % de la durée de diffusion de l'émission.

» Veuillez vous référer à l'annexe A.

CHANGEMENTS APPLICABLES À TOUS LES VOILETS DE PRODUCTION : (ERT, PROJETS EN LANGUES AUTOCHTONES ET PROJETS EN LANGUE FRANÇAISE À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC)

Simplification des règles relatives à la participation au capital

- Le FCT a retiré les restrictions existant pour l'accès de productions affiliées et des documentaires 2EF à la participation au capital. Toutefois, cela ne change pas les autres restrictions au financement du FCT qui existent pour ces types de projets.

» Veuillez vous référer à la section 2.2

Retrait de l'exigence qui veut que la société soit « contrôlée et appartienne à des intérêts canadiens » pour les services de doublage et de sous-titrage

- Auparavant, le FCT exigeait que les services de doublage et de sous-titrage admissibles soient fournis par une société contrôlée et appartenant à des intérêts canadiens. Cette exigence était énoncée directement dans les Principes directeurs ou faisait référence à la définition du mot « Canadien » selon la Loi sur Investissement Canada. Désormais, de tels services devront simplement être réalisés au Canada en faisant appel à des artistes, acteurs, employés et techniciens canadiens.

» Voir les sections 2.3.2.3 et 4.11 des Exigences en matière de comptabilisation et de présentation. Voir également les changements apportés aux Principes directeurs de l'Aide au doublage et au sous-titrage.

4

Clarification du traitement des dépassements de coûts

- Lors du calcul des montants des exigences-seuil en matière de droits de diffusion, le FCT examine les devis de production qui accompagnent la demande et les coûts finaux du projet achevé. Étant donné qu'un devis n'est qu'une estimation des coûts d'un projet, les coûts finaux réels d'un projet peuvent être très différents des coûts budgétés. Quand les coûts finaux sont plus élevés que les coûts budgétés (dépassement), le FCT peut considérer dans tous ses calculs le dépassement à condition qu'il ait été approuvé par le télédiffuseur. Toutefois, le FCT ne considérera pas un dépassement non approuvé par le télédiffuseur, et le producteur sera le seul responsable de tels dépassements.

» Veuillez vous référer à la section 2.3.2

Clarification des dépenses de commercialisation admissibles

- Le FCT a précisé davantage quelles dépenses liées à la commercialisation, à la publicité et à la promotion il appuie et celles qu'il n'appuie pas.

» Veuillez vous référer à la section 2.3.2.4

Accroissement de la flexibilité pour des changements au financement d'un projet entre des exercices financiers

- Auparavant, plusieurs volets des Principes directeurs contenaient la règle suivante : « Une seule demande pour une émission donnée peut être présentée au cours d'un exercice financier du FCT »; cette règle datait d'avant l'introduction du système des enveloppes. Étant donné que les objectifs du système des enveloppes incluent la prévisibilité et la flexibilité du financement, cette règle a été retirée pour 2008-2009.

» Veuillez vous référer à la section 3.2.4

Retrait des règles restreignant les cycles divisés et partiels

- Auparavant, le 4e point de la section 3.2.4 des Principes directeurs des volets de production requérait que tous les épisodes d'un cycle soient soumis en vue d'un financement et précisait que les cycles partiels et les cycles divisés n'étaient pas autorisés. Cette année, le FCT souhaite accorder plus de flexibilité aux télédiffuseurs quant aux négociations de leurs licences et aux pratiques de programmation afin d'augmenter le succès auprès de l'auditoire des émissions appuyées par le FCT. Par conséquent, ce point a été retiré de la section. Toutefois, le FCT souhaite continuer d'appuyer les cycles entiers de séries plutôt que des épisodes isolés ou des groupes d'épisodes et tout particulièrement, il ne souhaite pas appuyer des portions de cycles soumis de façon isolée parce que les épisodes non soumis ne sont pas admissibles par le FCT. Par conséquent, un paragraphe a été ajouté stipulant que tous les épisodes d'un cycle devront satisfaire aux Exigences fondamentales, qu'ils fassent l'objet d'une demande de financement auprès du FCT ou non.

» Veuillez vous référer aux sections 3.2.1 et 3.2.4

Assouplissement des règles relatives au tournage des prises de vue principales

- Auparavant, le FCT exigeait que le tournage des prises de vue principales ou l'animation clé d'un projet débutent durant l'exercice financier au cours duquel le financement avait été accordé ou dans les trois mois suivants, sauf dans le cas d'un documentaire devant capter des événements à un moment précis. Le FCT a assoupli cette règle afin que tous les types de projets, peu importe le genre, puissent désormais bénéficier de cette exception. De plus, le FCT pourra, dans certaines autres circonstances qu'il jugera acceptables, faire preuve de souplesse quant à l'obligation de débiter le tournage (ou l'animation clé) durant l'exercice financier au cours duquel le projet a été financé par le FCT, ou les trois mois suivants.

» Veuillez vous référer à la section 3.2.4

Exemption de l'obligation de diffuser des émissions pilotes

- Un projet appuyé par le FCT doit être diffusé durant les heures de grande écoute dans les 18 mois suivant son achèvement et la livraison de la production. Cette année, toutefois, le FCT a introduit une exception à cette règle pour les émissions pilotes. Si le télédiffuseur et le requérant sont d'accord, le

FCT peut exempter le télédiffuseur de l'exigence de diffuser l'émission pilote aux heures de grande écoute ou l'exempter tout simplement de diffuser l'émission pilote.

» Veuillez vous référer à la section 3.2.5

CHANGEMENTS APPLICABLES AU VOLET DES ERT :

Document de référence pour la gestion et les politiques administratives des ERT

- ▶ Les renseignements relatifs à la gestion et à l'administration des Enveloppes de rendement des télédiffuseurs ont été retirés des Principes directeurs des ERT et seront publiés dans un document séparé qui traitera exclusivement de ce sujet. Ceci constitue une nouveauté pour l'année 2008-2009 et a pour but d'améliorer la clarté et la transparence de ces documents et de les adapter à leurs auditoires cibles. Les requérants qui déposent une demande auprès du FCT sont les utilisateurs principaux des Principes directeurs. Le « Document de référence pour la gestion et les politiques administratives des Enveloppes de rendement des télédiffuseurs » présente surtout un intérêt pour les télédiffuseurs. Toutefois, tous les intervenants pourront accéder à ces documents.
- » Les sections 2.1.1, 2.1.2, 2.1.3 et 2.1.4 des Principes directeurs 2007-2008 seront transférées au nouveau document de référence.

6

Simplification des règles sur la participation au capital

- ▶ Le FCT a simplifié les montants de la contribution maximale (participation au capital) en ce qui concerne les émissions dramatiques en langue anglaise en retirant les montants spécifiques en dollars pour ne laisser qu'un plafond fixe de 49 %.
- » Voir les sections 2.2 et 2.4

Clarification du traitement des coûts relatifs à l'amélioration d'une émission pilote

- ▶ En 2007-2008, le FCT a introduit deux nouvelles catégories de projets pour les émissions pilotes. À la suite de la production d'un pilote, une série peut être ou non commandée par le télédiffuseur. Lorsqu'une série est commandée suite à la production du pilote, il peut arriver que des améliorations à la production du pilote soient nécessaires afin qu'il constitue un épisode acceptable de la série. Cette année, le FCT a clarifié la méthode de répartition des dépenses engendrées par ces améliorations entre les coûts du pilote et ceux de la série.
- » Veuillez vous référer à la section 2.3.2.6

Ajout des catégories « Séries renouvelées » aux dramatiques en langue anglaise à budget élevé

- ▶ Le FCT a ajouté deux nouvelles catégories pour les séries renouvelées – c'est-à-dire de nouveaux

cycles d'une série après le premier cycle. Il y a maintenant une catégorie pour les séries renouvelées d'épisodes d'une demi-heure et les séries renouvelées d'épisodes d'une heure. Ces nouvelles catégories de séries renouvelées ont des montants de contribution maximale plus élevés afin de permettre des investissements plus importants dans des dramatiques qui connaissent du succès auprès de l'auditoire.

» Veuillez vous référer à la section 2.4

Augmentation de la contribution maximale - supplément de droits de diffusion) - pour les émissions pilotes d'une heure

- Le montant de la contribution maximale (sous forme de supplément de droits de diffusion du FCT) pour les émissions-pilotes d'une heure est passé de 20 % à 25 % des dépenses admissibles du projet. La hauteur du supplément de droits de diffusion pour les émissions-pilotes d'une heure et celle des séries d'une heure à budget élevé sont ainsi au même niveau.

» Veuillez vous référer à la section 2.4

Introduction d'une clause d'exemption du respect de la Première date limite de dépôt des projets d'un télédiffuseur subissant des changements organisationnels majeurs

- Dans le volet des ERT, certains télédiffuseurs doivent s'assurer que des demandes complètes et admissibles représentant 75 % de la valeur de leur(s) enveloppe(s) du FCT ont été reçues avant la Première date limite, faute de quoi ils risquent de perdre la part non utilisée. Le FCT peut exempter un télédiffuseur de cette exigence quand, à la suite d'un changement organisationnel majeur, on ne peut pas s'attendre à ce que le télédiffuseur (ou le groupe de télédiffuseurs) soit en mesure de prendre les engagements requis.

» Veuillez vous référer à la section 5

Élimination des balises pour les documentaires en langue française

- Depuis quelques années, une balise pour les honoraires du producteur et les frais d'administration s'appliquait pour les documentaires. Cette politique se lisait comme suit : `` Pour le marché de langue française, dans le cas des documentaires (et non les autres types d'émissions) n'ayant pas obtenu du télédiffuseur la contribution maximale du FCT, les différés, investissements et/ou réductions des honoraires du producteur et des frais d'administration seront déduits des droits de diffusion aux fins du calcul de l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion et du facteur de droits de diffusion supérieurs à la moyenne historique dans le calcul de l'enveloppe``. Étant donné que les producteurs et les télédiffuseurs ont indiqué au FCT que cette politique limitait leur capacité de conclure des ententes commerciales individuelles satisfaisantes pour toutes les parties, cette balise a été éliminée.

» Veuillez vous référer à la politique HP/FA.

CHANGEMENTS APPLICABLES AU **VOLET DES PLFEQ** :

Ajout d'un sous-volet d'Aide au développement

- ▶ Il existe maintenant une composante spécifique d'aide au développement pour les requérants qui respectent les critères d'admissibilité du volet PLFEQ.
 - » Veuillez vous référer à la section 2.1.1

Hausse du plafond des dramatiques, ajout d'une nouvelle exigence-seuil et introduction d'un mécanisme de financement des documentaires

- ▶ Le montant de la contribution maximale des projets dramatiques est passé de 1,2 M\$ à 1,5 M\$.
 - » Veuillez vous référer à la section 2.3.1
- ▶ Par ailleurs, une nouvelle catégorie d'exigence-seuil a été introduite pour les projets dramatiques auxquels le FCT alloue plus de 1,2 M\$. Le montant de la nouvelle exigence-seuil équivaut à 23 % des dépenses admissibles d'un projet.
 - » Veuillez vous référer à la section 3.2.5.1
- ▶ Finalement, un mécanisme a été introduit pour s'assurer que cette augmentation de la contribution maximale pour les dramatiques ne défavorise pas les productions documentaires de ce volet. Quand la contribution du FCT à un projet dramatique du volet PLFEQ est supérieure à 1,2 M\$, le télédiffuseur doit dépenser un montant équivalent pour un ou plusieurs documentaires PLFEQ à même son ERT.
 - » Veuillez vous référer à la section 2.3.1

8

Réaffectation des points de la grille d'évaluation

- ▶ Auparavant, dans le cadre du processus sélectif d'évaluation des projets, 20 points étaient affectés à un coefficient de rendement de l'auditoire. Cette année, le FCT a éliminé ce critère et redistribué ces points, en en ajoutant 10 à « l'intérêt du télédiffuseur » et 10 au « contenu ».
 - » Veuillez vous référer à la section 2.4

Ajout de l'exigence d'inclure 90 % des crédits d'impôt dans le financement

- ▶ L'allocation des fonds par un processus sélectif implique que des projets similaires rivalisent pour des fonds limités du FCT. Le FCT souhaite traiter chacun de ces projets de façon équitable en ce qui concerne leur niveau de soutien par rapport aux autres sources de financement des projets. Par conséquent, les projets qui reçoivent un financement par le biais du processus sélectif devront inclure au moins 90 % des crédits d'impôt fédéral et provincial dans leurs structures financières.
 - » Voir la Politique relative au Traitement des crédits d'impôt.

CHANGEMENTS APPLICABLES AU **VOLET DES PROJETS EN LANGUES AUTOCHTONES** :

Ajout de l'exigence d'inclure 90 % des crédits d'impôt dans le financement

- ▶ L'allocation des fonds par un processus sélectif implique que des projets similaires rivalisent pour des fonds limités du FCT. Le FCT souhaite traiter chacun de ces projets de façon équitable en ce qui concerne leur niveau de soutien par rapport aux autres sources de financement des projets. Par conséquent, les projets qui reçoivent un financement par le biais du processus sélectif devront inclure au moins 90 % des crédits d'impôt fédéral et provincial dans leurs structures financières.

» Voir la Politique relative au Traitement des crédits d'impôt

CHANGEMENTS APPLICABLES AU **VOLET DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT** :

Clarification des dépenses des nouveaux médias admissibles

- ▶ Auparavant, la liste des dépenses admissibles en développement incluait les « trousseaux médias améliorés » comme une dépense de développement admissible. Cette année, le FCT a clarifié la signification de cette mention en remplaçant ce terme par « composantes des nouveaux médias » et a fourni une définition plus complète.

» Veuillez vous référer à la section 2.3.2

Clarification des montants des honoraires du producteur et frais d'administration (HP/FA) à inscrire au devis

- ▶ Auparavant, la politique HP/FA suggérait que les honoraires du producteur et les frais d'administration à inscrire au devis pouvaient atteindre un maximum de 20 % chacun des dépenses directes admissibles. En 2008-2009, le niveau de 20 % devient un pourcentage fixe qui doit être inscrit au devis pour chacun de ces deux postes budgétaires.

» Veuillez vous référer à la politique HP/FA.

CHANGEMENTS APPLICABLES AU **VOLET DE L'AIDE AU DOUBLAGE ET AU SOUS-TITRAGE** :

Clarification du montant de la contribution du FCT

- ▶ Les termes utilisés dans les Principes directeurs 2007-2008 donnaient l'impression que tout montant

demandé par le requérant, conformément aux montants de la contribution maximale, pouvait lui être accordé. Toutefois, le FCT ne finance que le déficit de financement – les coûts du projet moins le financement provenant d'autres sources. Ceci a été clarifié. Par ailleurs, des clarifications ont été apportées relativement aux projets distribués dans des marchés spécialisés.

» Veuillez vous référer à la section 2.3.1

Retrait de l'exigence que la société soit contrôlée et appartienne à des intérêts canadiens pour les services de doublage et de sous-titrage

- Auparavant, le FCT exigeait que les services de doublage et de sous-titrage admissibles soient fournis par une société contrôlée et appartenant à des intérêts canadiens. Cette exigence était énoncée directement dans les Principes directeurs ou faisait référence à la définition du mot « Canadien » selon la Loi sur Investissement Canada. Désormais, de tels services devront simplement être réalisés au Canada en faisant appel à des artistes, acteurs, employés et techniciens canadiens.

» Veuillez vous référer à la section 2.3.2

Clarification des dépenses admissibles

- Le FCT appuiera les commissions de distribution admissibles en tant que dépenses admissibles pour l'Aide au doublage et au sous-titrage et ceci a été clarifié dans les Principes directeurs.

10

» Veuillez vous référer à la section 2.3.2

Assouplissement de la règle relative à l'achèvement d'un projet de série d'animation

- Généralement, un projet doit être achevé dans la langue originale avant d'être admissible à l'Aide au doublage et au sous-titrage. Toutefois, dans le cas d'une série d'animation, le cycle de production peut être plus long que celui d'une production tournée en prises de vue réelles, et il peut s'écouler plusieurs mois entre l'achèvement du premier et du dernier épisode. Par conséquent, le FCT acceptera que les demandes de doublage ou de sous-titrage pour les séries d'animation soient présentées au FCT avant que tous les épisodes de la série soient achevés.

» Veuillez vous référer à la section 3.2.1

Assouplissement de la règle concernant le doublage ou sous-titrage dans une même langue

- En règle générale, le doublage ou le sous-titrage sont faits d'une langue vers une autre et le FCT ne participe pas au financement du doublage ou du sous-titrage d'une production pour laquelle il existe déjà une version semblable dans la même langue. Toutefois, dans certains cas, un tel doublage ou sous-titrage pourrait améliorer la pertinence de la production pour le marché cible. Par exemple, un projet peut exister en français de France mais il serait plus approprié qu'il soit en français du Québec pour le marché québécois. Dans de tels cas et des cas similaires, le FCT peut appuyer ces coûts.

» Veuillez vous référer à la section 3.2.1

Clarification de l'admissibilité des émissions pilotes et des émissions à épisode unique à des fins de marketing

- ▶ Généralement, un projet admissible à l'Aide au doublage et au sous-titrage doit avoir obtenu un engagement de droits de diffusion ou de vente à l'étranger. Il existe toutefois une exception pour les émissions pilotes et les épisodes uniques à des fins de marketing, étant donné que l'objectif premier du doublage ou du sous-titrage est d'obtenir un engagement de diffusion ou de vente.

» Veuillez vous référer à la section 3.2.1